



FGR-FP Aude

✉ secdep.fgrfp11@orange.fr
🌐 <http://fgr11.org>

La lettre de la FGR-FP 11 pour les Retraité.e.s

n°70 - octobre 2018

Édito : Toujours moins dans notre poche...

Les mesures prises depuis plus d'un an par le gouvernement, tant sur le plan économique que sur le plan social enfoncent le pays dans la crise et démantèlent notre modèle social. La croissance est en berne, la consommation fléchit, le chômage stagne, l'inflation repart, la pauvreté s'accroît. Le pouvoir d'achat des salaires et pensions recule alors que, dans le même temps, les dividendes versés explosent littéralement avec plus de 23 % sur un an. L'annonce récente du Premier Ministre limitant la hausse des pensions à 0,3 % pour 2019 et 2020, après la hausse de la CSG pour 60% des retraité.e.s et une année 2018 blanche, représente une attaque sans précédent de notre pouvoir d'achat. Soit plus d'un mois de pension perdu en 3 ans ! Auparavant les pensions suivaient l'évolution des salaires, puis l'évolution des prix. Aujourd'hui, il n'existe plus aucune règle autre que le bon vouloir du gouvernement macronien. Le fait du Prince !...

Pour la FGR-FP, la pension de retraite n'est pas une allocation sociale mais un droit du salarié retraité lié aux cotisations versées et aux richesses créées durant sa vie active. Ce n'est pas « un pognon de dingue », n'en déplaise à celui qui prétend qu'« il faut arrêter d'em... les retraité.e.s » tout en leur demandant « d'arrêter de se plaindre ». Les retraité.e.s ne sont pas des personnes à charge à accompagner vers la vieillesse. Souvent très engagé.e.s dans la vie sociale, ils-elles restent avant tout des citoyen.ne.s attaché.e.s aux services publics qu'ils ont contribué à construire et qu'ils défendent avec les salarié.e.s. On a pu les voir nombreuses et nombreux dans les manifestations du 9 octobre dénoncer des politiques gouvernementales qui mettent à mal la solidarité, la justice sociale et fragilisent encore plus les précaires et les plus démunis.

Le tourbillon des réformes ressemble plutôt à un jeu de massacre.

Face à ce gouvernement qui s'arroge le droit de piétiner la construction d'une société solidaire que nous ont laissée les générations antérieures, la FGR-FP, au sein du « groupe des 9 » qui s'est élargi pour l'occasion *, appelle tous les mécontent.e.s à se mobiliser lors de la journée nationale d'action des retraité.e.s de ce jeudi 18 octobre.

Alain CAZANAVE

NON à une nouvelle attaque contre les pensions !

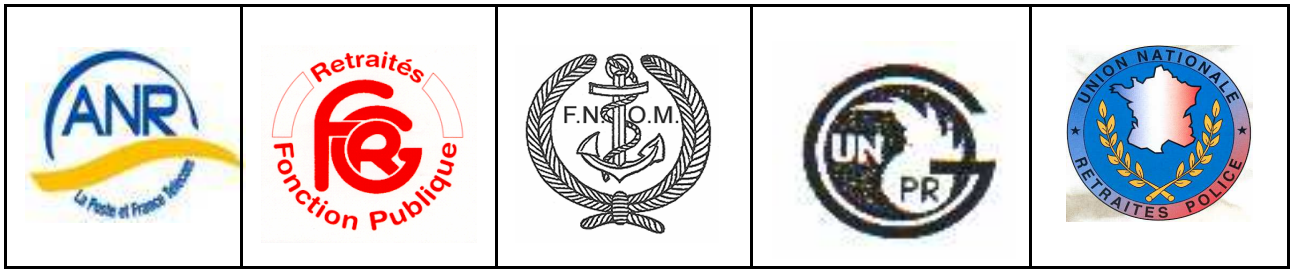
Face à l'érosion continue de leur pouvoir d'achat,
face au démantèlement des services publics,
face aux agressions contre la Sécurité Sociale,
devant la menace que la réforme annoncée fait peser
sur l'avenir des retraites et sur la pension de réversion,

**il faut absolument que les mécontentements et la colère
s'expriment dans la mobilisation de toutes et tous les retraité.e.s.**

CARCASSONNE - 15h - Rocher de la Lutte - Bd Jean Jaurès

NARBONNE - 16h - Permanence du Député - 5 Quai Vallière

* CGT, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA, auxquels s'ajoutent UNSA, ANR, UNPRG, UNRP, FNOM, ANRAF soit 15 orgas.



Le pôle des Retraités de la Fonction Publique **refuse que les retraités servent une fois encore** **de variable d'ajustement budgétaire**

Le Premier Ministre vient d'annoncer que, contrairement à la règle, les pensions de retraite ne seraient revalorisées en 2019 et en 2020 que de 0,3% et non comme l'inflation qui repart à la hausse. On annonce aujourd'hui une inflation de 1,7% qui pourrait monter l'année prochaine à 2%. C'est un nouveau coup porté au pouvoir d'achat des retraités. Ils viennent pour beaucoup d'entre eux de subir l'augmentation de la CSG qui a amputé leur retraite de 1,7%. Le report au 1^{er} janvier décidé l'année dernière de la date de revalorisation des pensions fait que, pour tous, l'année 2018 sera une année blanche. Ce n'est pas un raboutage de leur pouvoir d'achat mais une véritable amputation que subiront les retraités. Sur trois ans cette amputation de pouvoir d'achat peut être estimée entre 6 et 9%.

Les retraités ressentent cette politique comme une véritable déclaration de guerre. Qu'il s'agisse de la CSG ou de la non revalorisation des pensions, l'argument qui leur est opposé est l'arbitrage fait en faveur des actifs. Cette opposition entre actifs et inactifs leur est insupportable. Ils rappellent que leur retraite n'est pas une prestation sociale faisant appel à la solidarité de tous les contribuables. Elle fait suite à une longue activité pendant laquelle ils n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine et qu'ils ont cotisé, confiant dans notre système de répartition, pour s'assurer une pension méritée. C'est ce pacte social qui est aujourd'hui remis en cause. Ils refusent par ailleurs d'être considérés comme des inactifs alors qu'ils se consacrent très largement au soutien de leurs enfants et petits-enfants, voire de leurs parents, et que nombre d'entre eux jouent un rôle important dans la société civile. Bénévolat et engagement citoyen sont pour beaucoup leur quotidien.

Le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure de la colère qu'il a suscitée.

Le candidat Emmanuel Macron avait dit qu'il maintiendrait le niveau de vie des retraités. Ceux-ci, année après année, subissent des décisions qui vont en sens contraire : gel des retraites, cotisation à la CASA, quasi suppression de la demie part fiscale des veuves et veufs, fiscalisation de la majoration pour enfants... Ils se sentent aujourd'hui floués.

Comment faire confiance dans ces conditions aux initiatives de ce gouvernement ? Comment ne pas imaginer que la réforme des retraites, en chantier, a pour objectif aussi de rabouter encore le pouvoir d'achat des retraités, poussant ainsi un nombre encore plus important d'entre eux au seuil de la pauvreté ? Comment ne pas être tenté de voir derrière les annonces faites sur les pensions de réversion une volonté d'en réduire le coût et donc l'aide qu'elle apporte aujourd'hui à ses bénéficiaires ? Comment les retraités de la Fonction Publique ne se méfieraient-ils pas des intentions de ce gouvernement à leur égard, quand il constate le peu de considération qu'il accorde à leurs collègues en activité au service de la nation ?

Les retraités considèrent l'attitude des pouvoirs publics actuels comme méprisante à leur égard.

C'est pourquoi le Pôle des Retraités de la Fonction Publique appelle l'ensemble des retraités à participer aux manifestations du 18 octobre 2018 dans toute la France.